



Publication externe de poste vacant

50189356

Job Posting Title

Chef de la Réforme du secteur de la sécurité

Date de début

16.02.2017

End Date

18.03.2017

Code de référence

AMISOM 05

Désignation de la fonction

Head of Security Sector Reform

Organization

Créée en tant qu'organisation continentale panafricaine unique en son genre, l'Union africaine est chargée de conduire le processus d'intégration rapide et de développement durable de l'Afrique par la promotion de l'unité, de la solidarité, de la cohésion et de la coopération entre les peuples et les États africains, ainsi que par l'établissement d'un nouveau partenariat avec les autres régions du monde. Le Siège de l'Union africaine est établi à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie. En vue de la réalisation de ces objectifs, l'Union africaine entend renforcer sa capacité à s'acquitter de sa mission en procédant, entre autres, à la mise en œuvre de sa nouvelle structure organisationnelle et au pourvoi des postes permanents et des postes de courte durée.

Service

Intitulé du poste : Chef de la Réforme du secteur de la sécurité

Grade : P 4 Échelon 5

Section : Appui à la réforme du secteur de la sécurité

Supérieur hiérarchique : Représentant spécial adjoint de la Présidente de la Commission

Lieu d'affectation : Mogadiscio (Somalie)

Nombre de commentaires: 1

Projet

Le titulaire est chargé de diriger l'engagement de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) sur toutes les questions relatives au secteur de la sécurité, et de s'assurer d'un appui coordonné, rapide et efficace de l'AMISOM aux autorités de l'État hôte et à tous les autres acteurs du secteur de la sécurité en Somalie.

Tâches

- Servir de point focal pour l'AMISOM sur toutes les questions relatives au secteur de la sécurité vis-à-vis des autorités compétentes de l'État hôte, du système des Nations Unies en Somalie, des organisations partenaires et d'autres acteurs ;
- Assurer la coordination interne et la cohérence de toutes les mesures prises par l'AMISOM et l'UA pour soutenir davantage le renforcement du secteur de la sécurité en Somalie ;
- Assurer la coordination efficace du processus relatif au secteur de la sécurité avec tous les ministères, agences et organes gouvernementaux essentiels ;
- Échanger des informations, coordonner la fourniture de soutien et assurer l'alignement des programmes et projets pour obtenir des résultats optimaux ;
- Fournir une assistance programmatique et technique de qualité ;
- Préparer des notes d'information sur les progrès et défis relatifs au processus du secteur de la sécurité ;
- Négocier des accords de contribution avec les donateurs et veiller à la conformité de toutes les exigences en matière de rapports ;
- Assurer l'établissement et la soumission en temps utile de tous les rapports ;
- Contribuer au développement et au renforcement du partenariat entre l'Union africaine et les Nations Unies dans le domaine de la sécurité ;
- S'acquitter de toute autre tâche demandée ou confiée.

Exigences

1. QUALIFICATIONS

Un Master en sciences politiques, relations internationales ou études de sécurité. Une qualification plus élevée serait un atout.

2. EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Une expérience de 10 ans au minimum au sein d'une institution publique, d'une ONG, d'un groupe de réflexion ou d'une institution multilatérale, régionale ou internationale, dans un domaine connexe avec une attention particulière accordée aux questions de la réforme et du soutien du secteur de la sécurité.

3. APTITUDES ET COMPÉTENCES REQUISES

- Excellente connaissance de la Réforme du secteur de la sécurité RSS (concepts, terminologie, recherche et politique) ;
- Expérience dans les institutions militaires, de police et de sécurité ;
- Aptitude à travailler en étroite collaboration avec les gouvernements, les ONG et les institutions multilatérales dans des opérations politiques complexes de paix et de sécurité ;
- Connaissances de l'outil informatique et maîtrise de l'utilisation d'Internet, de PowerPoint, d'Excel et de Word ;
- Excellentes aptitudes en matière de communication, de négociation et de rédaction, y compris des compétences en matière d'analyse et d'établissement de rapports ;
- Aptitude à travailler dans un environnement multiculturel ;
- Aptitude à travailler dans des conditions difficiles, sous haute pression et, parfois, dans un environnement dangereux ;
- Une expérience avérée à travailler dans des situations de conflit et de post-conflit est une exigence.

4. Connaissance des langues

La maîtrise d'une des langues de travail de l'Union africaine (anglais, arabe, français et portugais) est requise. La connaissance d'une ou de plusieurs autres langues de travail de l'Union africaine serait un atout.

5. Durée du contrat :

L'engagement à ce poste se fait sur la base d'un contrat à durée déterminée pour une période initiale de onze mois, dont les trois premiers mois seront considérés comme une période probatoire. Le contrat est renouvelable pour une période de onze mois sous réserve de résultats satisfaisants.

6. Égalité de chances

La Commission de l'Union africaine est un employeur qui offre l'égalité des chances aux hommes et aux femmes. Les femmes qualifiées sont vivement encouragées à soumettre leurs candidatures.

7. Rémunération

Le salaire correspondant à cette fonction est une somme forfaitaire mensuelle de 118,190.24 \$ EU (P 2 Échelon 5) toutes indemnités incluses, conformément aux règlements régissant les fonctionnaires internationaux de la Commission de l'Union africaine et de 106,584.99 \$ EU toutes indemnités incluses, conformément aux règlements régissant les fonctionnaires locaux de la Commission.

Les dossiers de candidature, qui doivent parvenir à la Commission au plus tard le 18 March 2017, sont à envoyer à l'adresse du Site de recrutement en ligne de la Commission de l'UA <http://www.aucareers.org>.

Les candidatures déposées font l'objet d'une présélection automatisée selon les critères d'évaluation publiés de l'Avis de vacance de poste et sur la base des informations fournies par les candidats. Concernant les exigences de l'Avis de vacance de poste, les candidats doivent fournir des informations complètes et exactes relatives à leurs qualifications, y compris leur formation, leur expérience professionnelle et leurs connaissances linguistiques. Chaque candidat doit garder à l'esprit que tout dépôt de candidatures incomplètes ou incorrectes peut les rendre irrecevables dans le cadre du poste vacant. Une présélection et une évaluation des candidatures seront effectuées en fonction des informations fournies. Une fois déposées, les candidatures ne peuvent pas être modifiées. Les personnes dont la candidature est retenue pour la sélection feront l'objet d'une procédure de vérification des références afin de s'assurer de l'exactitude des informations fournies dans la candidature.

Direction de l'Administration et de la Gestion des Ressources humaines
Commission de l'Union africaine
Addis-Abeba (Éthiopie)

Type de contrat

Court terme

Taux d'activité

Temps plein

Établissement

AU Liaison Offices – AMISOM